

La Belgique insiste sur le bon déroulement des élections au Burundi

@rib News, 26/01/2010 - Source BelgaLe ministre belge des Affaires Étrangères Steven Vanackere a insisté lundi à Bujumbura sur le bon déroulement des élections générales prévues cette année au Burundi, une condition sine qua non au déblocage de l'ensemble de l'aide de son pays. "La communauté internationale attache beaucoup d'importance au bon déroulement des élections au Burundi", a-t-il déclaré à la presse à l'issue d'un entretien avec le président burundais Pierre Nkurunziza.

Selon le ministre belge, le bon déroulement des élections intéresse "d'abord les Burundais, parce qu'il faut que le Burundais puisse exprimer sa préférence sans pression" et il est également nécessaire pour la communauté internationale, "pour pouvoir continuer son soutien au Burundi". "Vous savez que nous avons décidé de tripler la coopération entre la Belgique et le Burundi, mais une partie (de cette coopération) est conditionnelle, c'est-à-dire qu'un certain nombre de choses, dont les élections, doivent se dérouler de façon convenable", a-t-il insisté. "Nous sommes, je crois, le premier bailleur (bilatéral du Burundi) ce qui nous met probablement dans une position où vous êtes à l'écoute de tous les conseils que nous pouvons donner", a souligné Steven Vanackere. La Belgique, ancienne puissance de tutelle du Burundi, a décidé en octobre 2009 de tripler son aide au Burundi, soit 150 millions d'euros pour 2010-2013 et 50 millions supplémentaires conditionnés notamment à l'organisation d'élections libres et transparentes. "J'ai pu parler avec plusieurs responsables, dont le président de la République, sur un ton qui m'a permis de vérifier que j'étais bien écouté et ça me réjouit", a ajouté le ministre belge, sans plus de précisions sur le contenu de ces conversations. "J'ai beaucoup de respect pour la souveraineté burundaise et donc je souhaite donner des conseils mais sans en parler dans la rue", a-t-il ajouté. M. Vanackere, a qualifié d'"encourageants" les engagements pris par le président burundais Pierre Nkurunziza. "Le président a dit qu'il avait l'ambition de poursuivre la transformation du pays", a déclaré M. Vanackere. Il a jugé cet engagement "très encourageant". M. Vanackere a néanmoins appelé le pouvoir burundais à respecter "les droits de l'Homme, la liberté de la presse et d'association", en écho aux préoccupations exprimées par l'opposition, qui évoque régulièrement des "intimidations" du parti présidentiel, le CNDD-FDD, une ancienne rébellion arrivée au pouvoir par la voie des urnes. M. Vanackere a quitté Bujumbura lundi à l'issue d'une visite de travail de trois jours au Burundi, dans le cadre d'une tournée qui l'a conduit en République démocratique du Congo et au Rwanda.